



RESEARCH PROGRAM

INTERNATIONAL RESEARCH NETWORK COUNT

(2023-2027)

« *Chiffrer et classer en Afrique francophone, des origines au XXI^e siècle : Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar et Sénégal, genèse d'un réseau continental* »

Séminaire de lancement

*Pôle de formation - CATI²-UDs
Mercredi 31 mai 2023 - 09h00-16h30*

Compte-rendu

L'an deux mille vingt et trois, et le trente un du mois de mai, s'est tenu, à partir de 09h20 min, au Pôle de formation du Centre d'Appui à la Technologie, à l'Innovation et à l'Incubation de l'Université de Dschang (CATI²-UDs), le séminaire de lancement du Programme de travail IRN COUNT. Y ont pris part : (voir listes de présence en annexes).

Le séminaire s'est déroulé à la fois en présentiel et en ligne. Il était articulé en trois grandes sections. La première était consacrée au cérémonial de lancement du séminaire. La deuxième était consacrée à une table ronde sur la thématique du croisement des approches des statistiques vues d'Afrique et de France. La troisième section était consacrée à la présentation des travaux de recherche des doctorants, sous la thématique générale : «Le sens et les usages des chiffres : diversité des approches par les étudiants en histoire».

1. Séance inaugurale

La séance d'ouverture du séminaire a débuté à 09 heures 20 minutes. Essentiellement protocolaire et introductive, elle avait quatre articulations : le mot de bienvenue du point focal IRN COUNT (Prof. FOUELEFACK Christian), l'intervention du Chef de Département d'Histoire et Archéologie de l'Université de Dschang (Prof. FOUELLEFAK KANA Célestine Colette), le Mot d'ouverture du Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Dschang (Prof. Émile KENMOGNE), et la présentation de l'IRN COUNT (Prof. Béatrice TOUCHELAY).

1.1. Mot de bienvenue du Prof. Christian FOUELEFACK, point focal Cameroun IRN COUNT

Dans son mot introductif, le Prof. Christian FOUELEFACK a exprimé la joie qui l'anime d'accueillir, avec l'équipe du Cameroun, le lancement du programme IRN. Il a par la suite précisé l'objet de la rencontre qui est de parler et d'échanger autour du chiffre. Enfin, il a émis le souhait que nous ayons une excellente journée de travail qui puisse à la fin permettre à tous les participants de tirer les enseignements afin de mieux utiliser les chiffres dans leurs travaux.

1.2. Intervention du Prof. FOUELLEFAK KANA Célestine Colette, Chef de Département d'Histoire et Archéologie de l'Université de Dschang

À la suite du point focal Cameroun, le Prof. FOUELLEFAK KANA Célestine Colette s'est réjouie, au nom de tous les collègues du Département d'Histoire et Archéologie, de la présence des Professeurs Christian FOUELEFACK et Williams POKAM dans le Team Management de l'IRN COUNT. Elle a ensuite souligné l'importance des statistiques dans la compréhension des faits historiques à la fois en tant qu'outil de quantification et surtout en offrant des outils d'analyse nécessaires à cette compréhension. Elle a terminé son propos en sollicitant de l'IRN COUNT un partenariat pour le croisement des expériences et des compétences afin que les chercheurs bénéficient des expériences d'ailleurs pour l'avancée de l'Université de Dschang et de son Département d'Histoire et Archéologie en particulier.

1.3. Mot d'ouverture du Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Dschang, Prof. Émile KENMOGNE

Au nom de tous les membres de la Faculté dont il a la charge, le Prof. Émile KENMOGNE a exprimé la joie qui l'anime du fait que le Cameroun ait été choisi pour accueillir le lancement du projet, et que ledit lancement ait eu lieu à Dschang. Revenant sur le sens et la puissance des chiffres, le Doyen, Philosophe de formation, a été ravi d'apprendre qu'au-delà de classer les faits historiques, l'histoire permet aussi de compter. Puis, rappelant à tous les participants que les chiffres nous entourent et s'imposent à nous tous, il a exprimé le souhait qu'ils soient suffisamment édifiés sur les chiffres en situation coloniale et postcoloniale afin d'avoir une autre vision des statistiques. Il a terminé son propos en déclarant ouvert le séminaire.

1.4. Présentation de l'IRN COUNT par le Prof. Béatrice TOUCHELAY

La présentation de l'IRN COUNT par la Professeure Béatrice TOUCHELAY a constitué l'exposé introductif du séminaire. La coordonnatrice de l'International Research Network Count dont la thématique générale est : «Chiffrer et classer en Afrique francophone, des origines au XXI^e siècle : Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar et Sénégal, genèse d'un réseau continental», a présenté les objectifs, enjeux et chronogramme de ce projet qui s'étale sur cinq ans, de 2023 à 2027. Le principal objectif de l'IRN est, selon elle, de développer l'analyse critique des nombres ou des chiffres en mettant en réseau les chercheurs de la France et de l'Afrique francophone.

Elle s'est réjouie de l'adhésion et de l'engagement de l'équipe du Cameroun qui a accepté d'accueillir et d'organiser le séminaire de lancement. Elle a souligné la diversification des parties prenantes avant de conclure en présentant le chronogramme provisoire du projet dont la prochaine activité est prévue au Sénégal au cours du deuxième semestre 2023.

La présentation de l'IRN par la coordonnatrice du projet a suscité de vives réactions de la part de plusieurs participants non historiens présents dans la salle. Le Doyen, Prof. Émile KENMOGNE, philosophe, a salué l'initiative et réitéré le caractère novateur de cette approche chiffrée de compréhension et d'analyse des faits sociaux. Le Prof. Vivien MELI MELI, sociologue et le Prof. Joseph KEUTCHEU, politiste, ont souligné l'opportunité et la nécessité d'associer au projet des chercheurs de leurs domaines respectifs.

2. Table ronde

La deuxième grande séquence de la journée était la table ronde sous le thème : « Croisement des approches statistiques vues d'Afrique et de France ». Modérée par le Prof. Williams POKAM, elle rassemblait des chercheurs aux profils et disciplines diverses : Béatrice TOUCHELAY, Éric-Marcel ONANA et Marius MOIFO FONKOU (Histoire), Fidèle NWAMEN (Sciences de gestion) et Vivien MELI MELI (Sociologie). La table ronde était thématiquement guidée selon les quatre principaux axes de travail de l'IRN.

Voici, en fonction des séances, les extraits de quelques propos forts des intervenants et des participants :

- **Séance 1 : importance, institutions et organisation des statistiques**

Béatrice TOUCHELAY : « Nous devons prendre conscience de l'importance des chiffres, les critiquer et les comprendre. On est inondé par les statistiques et les sondages, avec moins en moins de recul par rapport aux chiffres. Il est important de savoir à quoi renvoient les chiffres ».

Éric-Marcel ONANA : « Le chiffre a une puissance que l'on n'imagine pas au Cameroun. Concernant les chiffres de la production, ils orientent ou imposent souvent la consommation. C'est à partir des chiffres que les autres nous exploitent. Nos chiffres nous renseignent peu sur ce à quoi conduit notre développement ».

Vivien MELI MELI : « Il y a une autre façon de voir les statistiques et de les nuancer. Les statistiques pour un footballeur ont une autre importance que celles liées au développement. Le fait que les statistiques produites au Cameroun sont financées par les bailleurs de fonds, que les orientations de production de celles-ci soient données par ceux qui financent, confirme la proximité avec le modèle occidental ou français ».

Fidèle NWAMEN : « Sur le plan managérial, celui qui a la donnée, donc l'information, a le pouvoir. Pour décider, il faut avoir la bonne information, c'est-à-dire une information

collectée à bonne source. La question de savoir qui produit l'information est importante. Mais celle de savoir pourquoi on produit l'information est plus importante. La production de l'information est fonction de ce que l'on cherche. Toutefois, l'impact repose sur la source ».

Joseph KEUTCHEU : « On peut envisager les chiffres comme un instrument de gouvernement et de gouvernance. Ça l'est sur le plan interne, car c'est sur la base des chiffres qu'on fait les politiques publiques. C'est un phénomène de politisation des chiffres ».

Vivien MELI MELI (en réaction à l'intervention de Joseph KEUTCHEU) : « L'enjeu des chiffres est celui de la validation. Dans tous les domaines, l'état utilise les chiffres pour donner une orientation. La question du coût se pose aussi. Il est quasiment prohibitif. Très souvent, les chercheurs se tournent vers les approches statistiques. Il faut aussi préciser que les statistiques sont un important outil d'aide à la décision pour les États ».

- **Séance 2 : enquêtes, enquêteurs et enquêtés**

Fidèle NWAMEN : « Qui compte ? L'enquêteur d'abord. Il collecte l'information pour résoudre un problème. Tous les éléments de planification des actions de l'État sont basés sur les statistiques. Ensuite, de manière politique, c'est celui qui a besoin de l'information qui compte ».

Marius MOIFO FONKOU : « Savoir qui compte est important. Tout comme pour qui on compte, pour quoi on compte. Au Cameroun, la collecte des données statistiques ou des chiffres se fait à échelle pyramidale. La même information statistique, collectée dans un espace et sur un objet précis, peut changer au fur et à mesure que l'on se rapproche du sommet de la pyramide qui est en fait le consolidateur de l'information. On constate donc que l'information qui est rendue publique ne reflète pas la réalité à la base. Parfois, la réalité à la base est biaisée dès la collecte du chiffre à la base ».

Éric-Marcel ONANA : « Qui a compté ? Il y a quatre périodes de comptage. La précoloniale qu'on ne maîtrise pas. La période coloniale allemande où la barrière de la langue pose un problème. Puis la période française et anglaise... Du côté anglais, ce sont les statisticiens qui comptaient. Du côté français, c'étaient les administrateurs qui comptaient. Au vu de la méthode statistique qui existait au cours de cette période, les administrateurs comptaient mal, car leurs statistiques relevaient de l'imposition. C'est en 1952 qu'ils ont commencé à bien compter. D'une part parce que la France était économiquement mal. D'autre part, parce que la France avait peur de la faiblesse de ses hommes et aussi que l'économie coloniale devait servir de base arrière s'il s'avérait qu'il y ait un autre conflit mondial. Après les indépendances, c'est la France qui continuait à compter pour nous à travers les financements. Qui doit compter ? On produit très peu de statisticiens ».

Béatrice TOUCHELAY : « Qui doit compter ? Il y a un objectif politique, surtout au Cameroun. Ne pas oublier le coût. Il y a la question de la formation des statisticiens. L'administrateur colonial, compte tenu de la pression politique et administrative,

s'arrangeait à ne pas se mettre un contrôle sur le dos. Qui commande ? Autorités coloniales, entreprises, organisations internationales... Doit-on compter et qu'est-ce que ça apporte de compter ? C'est tout ça l'intérêt du chiffre. Si l'État n'a pas de moyens, la Banque mondiale le fait, bien que ses rapports correspondent aux politiques de la Banque centrale ».

Christian FOULEFACK : « Qui compte en situation coloniale ne me semble pas être qui compte en situation postcoloniale. Dans le premier cas, la comptabilité a pour but de faire un décompte de la ressource dans le territoire afin de mieux organiser l'exploitation. C'est celui qui colonise qui compte, puisqu'il en a besoin. Le véritable laboratoire du chiffre était la Chambre de commerce. La culture du chiffre chez les Français est très ancienne. Les statistiques de production y ont presque disparu au fil du temps après les indépendances. L'État a certes pris en main la production des statistiques, mais il y a un certain nombre d'institutions qui entrent en jeu. Le BUCREP, le BUNEC, l'INS (qui joue un autre rôle finalement), l'INC. Ce qui implique plusieurs ministères et les migrations de plans de développement ».

Linda MOUNDENE : « Au Cameroun, pourquoi continue-t-on à faire des statistiques en français et en anglais alors que les langues peuvent faciliter la tâche de la collecte ? ».

Vivien MELI MELI : « Il existe un problème de positionnement par l'usage des statistiques. On parle souvent de 80 %, 20 %, des valeurs statistiques qui ne traduisent pas la même réalité. Quelle est la valeur de dire que je gagne 1 euro chaque jour ? La réalité n'est pas la même tous les jours. Comment contourner les difficultés ? C'est d'abord une question méthodologique. Il est important de faire une analyse minutieuse des données statistiques collectées. La démarche dépend de la méthodologie et de l'analyse des données collectées ».

Béatrice TOUCHELAY (en réponse à Linda MOUNDENE) : « Dans la collecte en langue, il faut les traducteurs. Comment traduisent-ils ? C'est très difficile. On a formaté les questionnaires qui sont culturellement orientés et datés ».

Williams POKAM : « Il faut savoir déchiffrer le chiffre ».

Jules KOUOSSEU : « La thématique sur les enquêtes, enquêtés et enquêteurs est cruciale pour l'historien de l'économie. La question de la collecte pose aussi un problème éthique. La politique de surestimation des populations d'une région par rapport à l'autre que ce soit en contexte colonial ou post colonial se pose toujours avec actualité et acuité. Il se pose aussi un problème de formation des producteurs des statistiques ».

- **Séance 3 : statistiques de production/échanges**

Marius MOIFO FONKOU : « On a besoin des statistiques à tous les niveaux. Les chiffres sur la production, peu importe qui la produit, intéressent à la fois les milieux d'affaires, les institutions publiques et même les consommateurs. Le plus important c'est de rendre l'information statistique publique. À l'Université de Dschang par exemple, on produit

des statistiques chaque année, de manière très détaillée. Cependant, ces chiffres ne sont connus que du top management. Pourtant, certains chercheurs en ont besoin. Il se pose un problème de mise à la disposition du public de ces chiffres. C'est un problème systémique».

Fidèle NWAMEN : «La production des statistiques à l'Université ou dans notre environnement pose un problème de fond. Les personnes nommées à l'Université de Dschang dans les bureaux des statistiques ont-elles le background, les moyens, le matériel nécessaires à la tâche pour laquelle elles ont été nommées ? Ont-elles la culture de la base de données ? C'est une préoccupation globale. Les difficultés sont nombreuses, mais on les résout au fur et à mesure».

Éric-Marcel ONANA : «L'intérêt dépend du degré d'information. Pour les milieux d'affaires, généralement elles contactent des cabinets privés qui, au-delà des données de l'INS, vont contribuer à fiabiliser les données. Je milite pour qu'on valorise le métier de statisticiens au Cameroun et qu'on libéralise la profession. Cela donne la possibilité d'avoir des cabinets qui confirment ou critiquent les données produites. Pour le cas des prix, il y a très peu d'acteurs impliqués et cela contribue à ne pas produire des chiffres fiables. Au Cameroun, c'est le Gouvernement qui gère et publie les chiffres en fonction de ses priorités».

Vivien MELI MELI : «L'économie camerounaise est dominée par l'informel. Les statistiques économiques sur le PIB subliment les données du secteur informel. Correspondent-elles à la réalité ? La statistique est profondément idéologique. Elle est axée sur une volonté idéologique. Il y a un lien de causalité qui détermine la production des statistiques. La projection produit les statistiques comme si elles étaient réelles. Pourtant elles ne le sont pas. Avec la Covid 19, on continue à utiliser les anciennes données pourtant il y a eu bouleversement. Le cas des données du recensement démographique de 2005 publiées en 2010 est patent. Elles ont été contestées dans le cas de Douala et de Yaoundé».

Christian FOUELEFACK : «En tant qu'agent recenseur, de vérification et de codification du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2005, on a été surpris des résultats. On revient à la question de qui commande les statistiques et pourquoi. Il y a un aspect politique lié à la répartition comme l'a évoqué le Professeur MELI. Les véritables chiffres changent la grille et c'est un instrument».

Théodore NGOUFO : «L'impression que j'ai est que la production des statistiques est purement stratégique. Pendant la période coloniale, l'impôt de capitation a influencé les chiffres. L'introduction des cultures de rente a inversé la tendance. L'évolution du phénomène a influencé la collecte des impôts. La classification notamment dans les chefferies de 1^{er}, 2^e, 3^e degré est une conséquence de la production des chiffres. Dans la vie quotidienne, les enquêtés peuvent être rattrapés par l'histoire de leur réponse aux recensements».

Fidèle NWAMEN : Le bilan comptable est fonction des destinataires. Celui des actionnaires et différent de celui des impôts dans certains cas. On a une situation de double information générée par un même producteur. Le système de contrôle est important ici.

Éric-Marcel ONANA : «Stratégiquement, les chiffres officiels appartiennent au gouvernement et ceux officiels nous appartiennent».

- **Séance 4 : statistiques et inégalités**

Marius MOIFO FONKOU : «Nous avons besoin des statistiques. Les chiffres sont ancrés dans la vie quotidienne. Ils influencent et orientent la réalité. Lorsqu'on met en avant un fait et qu'on ne le chiffre pas, on a l'impression qu'on ne lui donne pas une certaine valeur. Accompagner une réalité par un chiffre, c'est permettre de mieux la saisir. Maintenant, le plus gros défi pour l'historien c'est de savoir en quoi les chiffres collectés se rapprochent un peu plus de la réalité décrite, présentée et qu'on essaie de mieux saisir».

Éric-Marcel ONANA : «Nous avons besoin des statistiques. Nous devons intégrer tous les autres corps qui analysent et utilisent les statistiques dans la production. Les historiens doivent rendre possible la compréhension des statistiques à tout le monde. Nous avons besoin que les statistiques soient rendues publiques. Nous avons besoin d'être informés sur leur production et leur sens. Très peu de personnes savent par exemple à quel jour renvoie la journée mondiale de la statistique (20 octobre) ».

Fidèle NWAMEN : «Nous avons besoin des chiffres. Toute mauvaise information a des répercussions inimaginables dans la société. La production des bonnes données est importante pour une bonne gestion politique. Quand elles sont bonnes, on prend les bonnes décisions. Quand elles sont mauvaises, on ne prend pas de bonnes décisions».

Vivien MELI MELI : «Les statistiques sont importantes. Mais on ne peut pas s'en tenir aux statistiques. L'approche triangulaire permet de se passer de l'exclusivité du chiffre. Pour le chercheur, un bureau de recherche ou un cabinet, il est difficile de produire les données macroéconomiques. Ces derniers peuvent produire, dans des domaines précis, leurs propres statistiques».

Béatrice TOUCHELAY : «Il faut s'en remettre aux chiffres sous plusieurs conditions. D'un, il faut que ces chiffres existent. Il faut savoir qui les produit. Il faut qu'il y ait une précision et une diffusion de la notice méthodologique. C'est notre travail de nous emparer des statistiques, de les faire parler. On a besoin des chiffres, mais sous conditions».

Williams POKAM : «Il faudrait que les statistiques deviennent plus transparentes».

3. Présentation des travaux des doctorants

La section du séminaire consacrée à la présentation des travaux des doctorants était placée sous la thématique générale : « **Le sens et les usages des chiffres : diversité des approches par les étudiants en histoire** ». Deux doctorants ont présenté leurs travaux : Alex Claudio RANDRIAMAHEFA de l'Université d'Antananarivo (en ligne) et Linda S. MOUNDENE de l'Université Howard de Washington DC (en présentiel).

La thématique sur laquelle travaille Alex Claudio RANDRIAMAHEFA de l'Université d'Antananarivo porte sur : « Service des douanes et Tamatave de la fin du XIXe siècle au début du XXe siècle : comprendre les statistiques précoloniales et coloniales à Madagascar ». Dans cette présentation, on a noté une abondance des sources mobilisées par le chercheur. Séance tenante, les participants ont attiré son attention sur la périodisation et la mise en contexte des documents d'archives présentés.

Linda S. MOUNDENE de l'Université Howard de Washington DC a quant à elle présenté un début de réflexion sur le thème : « Les femmes dans les statistiques coloniales : le cas du Cameroun ». Les participants ont attiré son attention sur la nécessité de prendre en compte les dimensions anthropologiques et sociologiques dans la compréhension et l'analyse des faits liés aux statistiques et surtout à l'objet de recherche « femme ».

Le Séminaire s'est achevé à 15h40 par des propos conclusifs du point focal Cameroun et de la coordonnatrice. Un présent symbolique a été remis aux participants extérieurs. Il convient de mentionner que chaque section était entrecoupée d'une pause.

4. Séance de travail du Management Team

La séance de travail du management team s'est tenue en marge du séminaire. Elle a réuni : les Professeurs Béatrice TOUCHELAY (Coordonnatrice), Christian FOUELEFACK (point focal Cameroun) et Williams POKAM, le Dr Éric-Marcel ONANA, M. MOIFO FONKOU Marius et Mme Linda S. MOUNDENE en présentiel au Cameroun ; les Professeurs Babacar FALL (IEA Dakar Sénégal), Emmanuelle SIBEUD (France), Alex Claudio RANDRIAMAHEFA (Madagascar)... en ligne.

Il a été question au cours de cette séance de travail de passer en revue le séminaire et ses articulations, de prendre les appréciations des uns et des autres. Le Professeur Christian FOUELEFACK a annoncé le partage d'un rapport du séminaire dans la liste de diffusion du réseau. La séance de travail s'est achevée à 16h33 minutes.

Le Rapporteur

(e)

MOIFO FONKOU Marius

Le Point focal Cameroun

(e)

Christian FOUELEFACK

